



PROJET DE MARCHÉ N° AOO-B24-06316-VD

ENTRE

LE COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES, établissement public de recherche à caractère scientifique technique et industriel,
dont le siège social est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème},
immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S PARIS B 775 685 019
représenté par Monsieur Sébastien DAUVE, agissant en qualité de Directeur de l'Institut LETI,

ci-après dénommé « **le CEA** »

d'une part,

ET

La société [REDACTED],
dont le siège social est situé [REDACTED],
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de [REDACTED] sous le numéro R.C.S [REDACTED],
représentée par Monsieur/Madame [REDACTED], agissant en qualité de [REDACTED],

ci-après dénommée « **le Titulaire** »

(à compléter par le soumissionnaire)

d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
ARTICLE 3 - CORRESPONDANTS	3
ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHE	4
ARTICLE 5 - DEFINITION DES PRESTATIONS	4
ARTICLE 6 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	5
ARTICLE 7 - DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXECUTION DU MARCHE	6
ARTICLE 8 - REMISE DE DOCUMENTS	7
ARTICLE 9 - RECEPTION DES PRESTATIONS	7
ARTICLE 10 - GARANTIE	7
ARTICLE 11 - ASSURANCES	8
ARTICLE 12 - MONTANT	8
ARTICLE 13 - RESILIATION	8
ARTICLE 14 - PENALITES	9
ARTICLE 15 - FACTURATION- REGLEMENT	9
ARTICLE 16 - REGIME FISCAL	10
ARTICLE 17 - JURIDICTION COMPETENTE [SI FOURNISSEUR FR]	10
ARTICLE 18 - LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE [SI FOURNISSEUR ETRANGER]	11
ARTICLE 19 - CONCLUSION DU MARCHE	11

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent marché a pour objet de fixer les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, les prestations de réalisation CAO d'un testchip CMOS, ci-après dénommées « les Prestations ».

Le présent marché comporte des options obligatoires suivantes

- Option n°1 : Prestation « Blocs Adressage Vertical » Sous circuit ROI V
- Option n°2 : Prestation « Blocs Adressage Horizontal » Sous circuit ROI H
- Option n°3 : Prestation « Circuits auxiliaires » Sous circuit TS

Le CEA lève les options, le cas échéant, à la notification du marché.

Le Titulaire ne pourra pas prétendre au versement d'une indemnité en cas de non levée des options.

Les Prestations du marché relèvent d'une obligation de résultat.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

2.1 - Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- les prescriptions de Sécurité et leurs annexes (référentiels correspondants) ;
- le dossier de consultation référencé AOO-06316-VD avec, faisant partie intégrante, les prescriptions techniques du marché et leurs annexes (le cahier des charges référencé Cdc_FMCW1, en date du 10/12/2024, etc...) ;
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés), indice A et le règlement intérieur ;
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) du CEA (édition de janvier 2022) ;
- les documents normatifs (normes, documents techniques unifiés, etc.) ;
- l'offre du Titulaire référencée [REDACTED] du [REDACTED], à titre supplétif.

(à compléter par le soumissionnaire)

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Les conditions générales de vente du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

2.2 – Les annexes n°1 « Tableau de décomposition des prix », n°2 « Demande d'acceptation d'un sous-traitant » font partie intégrante du présent marché.

ARTICLE 3 - CORRESPONDANTS

3.1 - Correspondants techniques du CEA

Hugo DEWITTE - LETI/DRT/DOPT/SCIM/LIS - Tél. : 04.38.78.90.73

Email : hugo.dewitte@cea.fr

Josep SEGURA PUCHADES - LETI/DRT/DOPT/SCIM/LIS - Tél. : 04.38.78.01.58

Email : josep.segura-puchades@cea.fr

3.2 - Correspondantes commerciales du CEA

Valérie DIEUNA - Service des Marchés et Achats - Tél. : 04.38.78.23.19

Email : valerie.dielna@cea.fr

Isabelle BOREL - Service des Marchés et Achats - Tél. : 04.38.78.13.36

Email : isabelle.borel@cea.fr

3.3 - Comptabilité fournisseur

Comptabilité fournisseur : Tél : 01 69 08 47 50

Email : S3C-Fournisseur_GRE@cea.fr

RELANCES@cea.fr

3.4 - Correspondants du Titulaire

Correspondant technique :

_____ Tél : _____

Email : _____

Correspondant commercial :

_____ Tél : _____

Email : _____

(à compléter par le soumissionnaire)

3.5 – Le Titulaire désigne un responsable qui est le seul interlocuteur du CEA pour la réalisation des Prestations.

Ce responsable a pour rôle :

- d'encadrer le personnel du Titulaire et de définir les tâches qu'il doit accomplir,
- de faire respecter les consignes de sécurité,
- d'assurer les relations avec le CEA,
- de former le personnel au poste de travail. La traçabilité de cette formation est établie et tenue à la disposition du CEA,
- d'appliquer la législation spécifique aux installations confiées au Titulaire.

M/Mme _____ Tél : _____

Email : _____

Le Titulaire doit faire connaître par courrier, le nom de son remplaçant le cas échéant.

ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHE

4.1 - Durée

Le présent marché est conclu pour une durée de 6 mois à compter du _____, soit jusqu'au _____.¹.

ARTICLE 5 - DEFINITION DES PRESTATIONS

Les Prestations précisément décrites au cahier des charges précité à l'article 2 du présent marché consistent principalement à procéder à la réalisation CAO d'un testchip CMOS.

¹ A finaliser dans la commande

Elles comprennent les prestations suivantes.

Tâches	Objet	Livrables attendus	Date de livraison
1	Blocs adressage Vertical (VSR + LOGIC OUT VSR)	Base de données cadence avec rapport de conformité (LxS et LxL)	T0+ [REDACTED] (délai souhaité T0+5 semaines)
1	Option n°1 Blocs adressage Vertical (Sous circuit ROI V)	Base de données cadence avec rapport de conformité (LxS et LxL)	T0+ [REDACTED] (délai souhaité T0+5 semaines)
2	Bloc Translateur de niveau (LEVEL SHIFTER + BUFFER + BIAS CTRL RISE/FALL)I	Base de données cadence avec rapport de conformité (LxS et LxL)	T0+ [REDACTED] (délai souhaité T0+8 semaines)
3	Bloc Adressage Horizontal (HSR + BLT)	Base de données cadence avec rapport de conformité (LxS et LxL)	T0+ [REDACTED] (délai souhaité T0+12 semaines)
3	Option n°2 Bloc Adressage Horizontal (Sous circuit ROI H)	Base de données cadence avec rapport de conformité (LxS et LxL)	T0+ [REDACTED] (délai souhaité T0+12 semaines)
4	Bloc Analog Readout (CDS + SWITCH + TREE)	Base de données cadence avec rapport de conformité (LxS et LxL)	T0+ [REDACTED] (délai souhaité T0+16 semaines)
5	Bloc Low Noise Analog Buffer (LNAB)	Base de données cadence avec rapport de conformité (LxS et LxL)	T0+ [REDACTED] (délai souhaité T0+19 semaines)
6	Circuits auxiliaires (FAB + CLOCK_GEN+ REGCONF + BIAS_GEN + OPCS + MUX_ANA + MUX_DIG)	Base de données cadence avec rapport de conformité (LxS et LxL)	T0+ [REDACTED] (délai souhaité T0+22 semaines)
6	Option n°3 Circuits auxiliaires (Sous circuit TS)	Base de données cadence avec rapport de conformité (LxS et LxL)	T0+ [REDACTED] (délai souhaité T0+22 semaines)
7	Circuit final assemblé avec documentation complète	Base de données cadence avec rapport de conformité (LxS et LxL)	T0+ [REDACTED] (délai souhaité T0+26 semaines)

T0 étant la date de notification du marché

(à compléter par le soumissionnaire)

ARTICLE 6 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

6.1 - Obligations générales du Titulaire envers son personnel

6.1.1 - Respect par le Titulaire de la réglementation fiscale et sociale

Le Titulaire s'engage à remettre :

- lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du Code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion du marché, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions générales d'achat du CEA).

6.1.2 - Respect par le Titulaire du marché de la réglementation en matière de détachement transnational de salariés

Conformément aux dispositions de l'article R.1263-12 du code du travail, si le Titulaire est établi à l'étranger et qu'il détache un ou plusieurs salariés en France, il doit fournir, avant le début du détachement, les documents suivants au CEA :

- une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSI » du Ministère chargé du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

6.2 - Sous-traitance

Le Titulaire ne peut pas sous-traiter l'intégralité du marché.

Si le Titulaire sous-traite une partie des Prestations prévues dans le cadre du présent marché, il doit remettre au CEA une demande d'acceptation de sous-traitant. Le Titulaire ne peut présenter à l'acceptation du CEA que des entreprises répondant aux conditions fixées à l'article 7 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Le Titulaire doit remplir l'imprimé de demande d'acceptation de sous-traitant selon le modèle joint au présent marché et le transmettre au correspondant commercial du CEA, Service Achats.

Le Titulaire est tenu de faire respecter ses obligations contractuelles nées du présent marché par son (ou ses) sous-traitant(s).

6.3 - Confidentialité

Les obligations en matière de confidentialité sont régies par l'article 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

ARTICLE 7 - DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXECUTION DU MARCHE

7.1 - Dispositions générales

Le Titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance des spécifications techniques locales pour exécuter les Prestations et il reconnaît avoir reçu du CEA toutes les indications qui lui sont nécessaires pour les réaliser.

Les Prestations doivent être exécutées conformément aux règles de l'art.

Le Titulaire répond de l'exactitude des Prestations, rapports et documents établis ou vérifiés par ses soins, et supporte la charge, sans supplément de prix, des corrections à y apporter. Les observations et approbations du CEA ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

En outre, le Titulaire supporte les conséquences pécuniaires des dommages qui seraient dus à une mauvaise exécution de ses obligations.

7.2 - Obligation de conseil et d'information

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des Prestations, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit dans la conduite du projet, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa mission et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

7.3 - Réunions

Le suivi et le contrôle des Prestations s'exercent notamment par des réunions entre le CEA et le Titulaire conformément aux prescriptions du cahier des charges.

Ces réunions mensuelles permettent de traiter notamment les points suivants :

- état d'avancement des Prestations,
- respect des dispositions du cahier des charges,
- examen des problèmes rencontrés,
- suivi budgétaire,

Chaque réunion fait l'objet d'un compte rendu en double exemplaire établi par le Titulaire. Ce compte rendu est soumis, dans un délai de 5 jours suivant la date de réunion, à l'accord préalable du CEA avant diffusion.

ARTICLE 8 - REMISE DE DOCUMENTS

Dans le cadre du présent marché, le Titulaire doit remettre au CEA l'ensemble des documents exigés par le cahier des charges ci-après dénommés "les Documents".

La remise des Documents est une condition de la Réception des Prestations par le CEA. Les documents seront remis selon les conditions définies au cahier des charges.

8.1 - Format des documents remis

Tous les documents remis par le Titulaire au CEA sont réalisés aux formats suivants (ou strictement compatibles) :

- Microsoft WORD (.docx) pour les documents de type texte,
- Microsoft EXCEL (.xlsx) pour les documents de type tableau de chiffres,
- Microsoft POWERPOINT (.pptx),

8.2 - Propriété des Résultats

Les droits de propriété intellectuelle et /ou le savoir-faire afférents aux Résultats résultant de l'exécution du présent marché sont régis par les dispositions du chapitre 5 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

8.3 - Approbation des documents

Tous les documents doivent être préalablement validés par le CEA selon la procédure indiquée au cahier des charges, c'est-à-dire que le Titulaire intègre, à sa charge, les remarques de fond ou de forme formulées par le CEA et ce jusqu'à l'approbation sans réserve des Documents.

Il est précisé que tous les documents doivent être remis au CEA par le Titulaire au fur à mesure de l'exécution des Prestations et en tenant compte des délais de validation du CEA.

Les différents documents à remettre au cours de l'exécution des Prestations font l'objet d'une approbation par le CEA.

ARTICLE 9 - RECEPTION DES PRESTATIONS

A la livraison de chaque livrable, les Prestations font l'objet d'une procédure de vérification et de réception par le CEA, qui donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal rédigé par le CEA et signé contradictoirement par les représentants du CEA et du Titulaire.

Le Titulaire doit avoir remis au CEA l'ensemble des documents et ces derniers doivent avoir été approuvés sans réserves par le CEA.

En fin de marché, la date de signature du procès-verbal de Réception des Prestations est le point de départ de la garantie.

ARTICLE 10 - GARANTIE

Pendant un délai de six (6) mois à compter de la date de Réception des Prestations, le Titulaire s'engage à corriger toute erreur de son fait, sans préjudice de toute indemnité qui pourrait être allouée au CEA, conformément aux Conditions Générales d'Achat du CEA.

Pendant ce délai de garantie, tous les frais de fourniture, de main d'œuvre et de déplacement du personnel sont à la charge du Titulaire.

Si le Titulaire ne respecte pas l'obligation ci-dessus, le CEA se réserve le droit de faire corriger ou exécuter les Prestations par un tiers aux frais et risques du Titulaire, sans

que ce dernier ne puisse opposer la confidentialité de ses résultats ou une limitation quelconque découlant de droits de propriété intellectuelle ou afférents au savoir-faire

ARTICLE 11 - ASSURANCES

Il est fait application du chapitre 12 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

ARTICLE 12 - MONTANT

Les montants fixés ci-après comprennent toutes les sujétions relatives à l'exécution des Prestations.

Le montant forfaitaire et ferme des Prestations est de _____ euros HT
(_____ euros hors taxes) se décomposant comme suit :

- Tâche 1 Blocs Adressage Vertical : _____ euros HT
(_____ euros hors taxes),
- Option n°1 Blocs Adressage Vertical Sous circuit ROI V
_____ euros HT
(_____ euros hors taxes),
- Tâche 2 Blocs Translateurs de niveau : _____ euros HT
(_____ euros hors taxes),
- Tâche 3 Blocs Adressage Horizontal : _____ euros HT
(_____ euros hors taxes),
- Option n°2 Blocs Adressage Horizontal Sous circuit ROI H
_____ euros HT
(_____ euros hors taxes),
- Tâche 4 Bloc Analog Readout : _____ euros HT
(_____ euros hors taxes),
- Tâche 5 Low Noise Analog Buffer : _____ euros HT
(_____ euros hors taxes),
- Tâche 6 Circuits auxiliaires : _____ euros HT
(_____ euros hors taxes),
- Option n°3 Circuits auxiliaires Sous circuit TS
_____ euros HT
(_____ euros hors taxes),
- Tâche 7 Circuit final assemblé avec documentation complète : _____ euros HT
- (_____ euros hors taxes).

à compléter par le soumissionnaire)

ARTICLE 13 - RESILIATION

Outre les dispositions du chapitre 13 des Conditions Générales d'Achat du CEA qui s'appliquent, le présent marché peut être résilié sans indemnités, par l'une ou l'autre des parties, sous réserve du respect d'un préavis de deux mois, notifié par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 14 - PENALITES

Outre les dispositions des Conditions Générales d'Achat du CEA relatives aux pénalités, qui s'appliquent dès lors qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions qui suivent, le CEA peut appliquer les pénalités dans les cas et conditions suivantes.

14.1 - Retards

En cas de non-respect des délais fixés pour la remise des documents prévus au cahier des charges, le Titulaire encourt des pénalités de retard à hauteur de 280 euros par jour calendaire de retard.

En cas de non-respect de l'une quelconque des étapes-clés de réalisation fixées au calendrier convenu entre les parties lors de la conclusion du marché ou bien lors d'une réunion, le Titulaire encourt des pénalités de retard à hauteur de 280 euros par jour calendaire de retard.

Les pénalités de retard applicables sont plafonnées à 10 % du montant total HT du marché fixé à l'article « Montant » ci-dessus.

14.2 - Non-respect d'une mise en demeure

Par ailleurs, en dehors des cas prévus à l'article 14.1, toutes les fois où le CEA met le Titulaire en demeure de se mettre en conformité avec ses obligations dans un délai fixé dans la mise en demeure, et dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecte pas ce délai, le CEA peut lui appliquer une pénalité de 300 euros (trois cents euros) par jour calendaire de retard.

14.3 - Application des pénalités

Les pénalités sont applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires sur la facturation.

Les pénalités sont cumulatives et leur application est indépendante des autres sanctions auxquelles le retard peut donner lieu, notamment la résiliation éventuelle du marché. Dans le cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour de la notification de la décision de résiliation.

Les pénalités n'ont pas un caractère libératoire de la responsabilité du Titulaire.

L'application de ces pénalités ne fait notamment pas obstacle à la procédure de résiliation prévue à l'article 13

ARTICLE 15 - FACTURATION- REGLEMENT

15.1 - Conditions de facturation

La facturation est établie mensuellement à terme échu comme suit :

- 95% du montant TTC de la Prestation à la livraison de chaque livrable lui correspondant, après remise par le Titulaire et approbation sans réserve par le CEA des documents prévus pour la période concernée, constatée par écrit par le CEA,
- 5% du montant TTC de la Prestation après signature du procès-verbal de Réception sans réserve par le CEA de ladite Prestation,

Il est précisé que chaque facture doit reprendre le terme de paiement antérieur déjà facturé par le Titulaire.

15.2 - Modalités de facturation et règlement

Avec une société de droit étranger

Les factures sont adressées en un exemplaire au :

CEA de Saclay
S3C - comptabilité fournisseur PC 75
91191 GIF-SUR-YVETTE Cedex
FRANCE

Tél. : 01 69 08 47 50

Toutes les factures émises portent la référence du présent marché.

Les règlements interviennent à 30 jours à compter de la date de réception de la facture, après livraison ou exécution.

Avec une société de droit français (Portail Chorus obligatoire), ou avec une société de droit étranger si le Titulaire le souhaite (Portail Chorus facultatif)

Il est précisé que l'utilisation du portail Chorus est facultative pour les sociétés de droit étranger. Si le Titulaire opte pour ce mode de facturation, ce choix est irréversible, pour toutes les factures à venir et pour tous les marchés passés avec le CEA.

Conformément aux articles L2192-1 et suivants et D2192-2 du code de la commande publique complétés par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent Marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**
- le code service **GRE-C** qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture ;
- le numéro d'engagement (**n°de marché/commande SAP**) composé de 10 chiffres
- l'adresse de facturation du CEA :

CEA de Saclay
S3C - Comptabilité fournisseur PC 75
91191 GIF-SUR-YVETTE Cedex
FRANCE

Le délai de règlement est de 30 (trente) jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions du marché.

Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA (PV) ou d'un événement ayant déclenché un terme de facturation doivent être transmises en même temps que les factures.

Dans l'hypothèse où une facture émise porte en tout ou partie sur des prestations fermes et optionnelles, le Titulaire doit décomposer le montant facturé en détaillant ce qui relève de la part ferme et de chaque option.

Toute facture non conforme aux termes du marché sera renvoyée à l'émetteur.

ARTICLE 16 - REGIME FISCAL

Le montant du marché est assujéti à la Taxe sur la Valeur Ajoutée au taux en vigueur le jour de son fait générateur. Chaque terme de paiement sera assorti de la TVA. Le Titulaire du marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

ARTICLE 17 - JURIDICTION COMPETENTE **[Si fournisseur FR]**

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent marché, est de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Grenoble .

ARTICLE 18 - LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE [si
fournisseur étranger]

Il est expressément convenu que l'exécution du présent marché est soumise à la législation française.

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent marché, est de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Grenoble .

ARTICLE 19 - CONCLUSION DU MARCHE

Il est demandé au Titulaire de renvoyer le présent marché dûment signé.

Fait à Grenoble en un exemplaire,

Le

Pour le Titulaire,

Pour le CEA,